



## **Interventions honteuses de la police dans les lycées et contre le mouvement social !**

### **Le gouvernement prêt à tout pour passer en force.**

Depuis le début du mouvement social en cours, nous assistons à une répression et une intimidation croissante des lycéen.nes mobilisé.es par les forces de police et les administrations.

Ainsi dès le début décembre 2019 deux élèves du lycée Vaucanson ont été exclus pour leur participation au mouvement contre les retraites. Depuis, notamment dans le cadre de la mobilisation contre les E3C, on ne compte plus les intimidations, les recherches de sanctions à l'encontre des élèves et des personnels. Vendredi 24 janvier, à la demande du proviseur du lycée Vaucanson, les CRS sont intervenus pour disperser élèves, parents, et professeurs. Lundi 27, les gardes mobiles en tenue anti-émeute, ont évacué le Lycée Bergès de Seyssinet, un élève est sous le coup de sanctions disciplinaires et pénales. À Moirans et à Vizille, les forces de l'ordre étaient aussi présentes pour contraindre les élèves à entrer dans les salles d'examen. La force publique est aussi intervenue mardi 28 au lycée Marie Curie. Le mercredi 29 au Lycée du Grésivaudan à Meylan, la gendarmerie, présente dans l'établissement, est intervenue avec une agressivité disproportionnée pour interpeller un élève avec violence et sans discussion préalable. L'élève a ensuite été emmené en garde à vue.

Cette situation est délirante et sidérante. Partout en France des jeunes vont passer des épreuves d'examen, qu'ils rejettent pour un grand nombre, sous la contrainte de l'administration faisant appel aux forces de l'ordre.

Les autres secteurs ne sont pas épargnés. Les menaces de sanctions disciplinaires ou pénales commencent à tomber pour les professions fortement mobilisées depuis décembre (transport, énergie, ...). A Grenoble, le 10 janvier, deux travailleur·se·s sociaux ont fini à l'hôpital après un rassemblement devant les vœux du conseil général.

Pour nous, organisations syndicales signataires de ce communiqué, le gouvernement et les administrations, de par leur mépris de nos alertes répétées, sont pleinement responsables de la mise en danger des élèves et des manifestant·e·s. Cette situation est tout sauf banale, nous n'acceptons pas que ces mesures répressives deviennent la norme.

**Nous continuerons la mobilisation pour la défense de nos retraites et l'intégrité physique et morale des élèves. Nous ne laisserons ni la jeunesse lycéenne, ni les grévistes, ni les manifestant·e·s seul·e·s face à cette répression organisée et délibérée.**